

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 SAINT-ETIENNE

SAINT-ETIENNE, le 11/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/08/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES DE LA LOIRE DELAGE SA

RUFFY
42210 Bellegarde-en-Forez

Références : UID4243 MEA 023 0275
Code AIOT : 0006101138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/08/2023 dans l'établissement CARRIERES DE LA LOIRE DELAGE SA implanté Ruffy 42210 Bellegarde-en-Forez. L'inspection a été annoncée le 04/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE LA LOIRE DELAGE SA
- Ruffy 42210 Bellegarde-en-Forez
- Code AIOT : 0006101138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière a été autorisée en dernier lieu par arrêté préfectoral du 4 février 2013 pour une durée de 30 ans. La production maximale autorisée est de 2 Mt/an, et en moyenne, de 1.4 Mt/an. Cette carrière produit plusieurs types de matériaux dont des gravillons lavés, du sable à béton et du ballast, produits nécessitant du lavage à l'eau.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prélèvement en eau en période d'alerte sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 33.2	/	Sans objet
4	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5	/	Sans objet
3	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 33.3.2	/	Sans objet
5	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la "faible consommation" au regard des critères de l'annexe 5 de l'arrêté cadre sécheresse et n'a pas pu présenter un plan de sobriété hydrique complet. Néanmoins, le process industriel permet un taux de recyclage d'eau intéressant (environ 66 % de recyclage) et des progrès sont attendus prochainement (ajout d'une pompe pour récupérer les eaux du bassin de sédimentation, remplacement de la presse à boue et ajout d'un clarificateur).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des prescriptions AP Cadre Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cas général : réduction de la consommation d'eau : <ul style="list-style-type: none">- moins 25 % en alerte,- moins 50 % en alerte renforcée,- arrêt des prélèvements en crise
Constats : L'exploitant a connaissance de l'entrée en vigueur de l'arrêté cadre sécheresse applicable pour le département de la Loire ainsi que de l'arrêté préfectoral du 4 août 2023 renforçant les dispositions suite à l'aggravation de la sécheresse. A la date de la visite, la zone hydrographique "Monts du Lyonnais" est placée en situation d'alerte renforcée, et ce jusqu'au 31/10/2023. Afin d'être exempté des dispositions générales imposant une réduction progressive des prélèvements (-25%, -50% et arrêt), l'exploitant a répondu au questionnaire de la DREAL le 22/03/2023 et a indiqué vouloir bénéficier du régime d'exemption pour "faible consommation". Il déclare également un volume prélevé de 4800 m ³ . annuel Le jour de l'inspection, une grande partie de l'installation était à l'arrêt pour les nettoyages et travaux annuels de maintenance. A noter toutefois que les installations de lavage des gravillons et du ballast fonctionnaient.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 33.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les besoins en eau des installations de traitement de matériaux sont couverts par des apports en eau de ruissellement collectées sur le carreau de la carrière, et complétés par des apports en provenance du ruisseau <i>le Montmonta</i>.</p> <p>Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau du site doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise principalement les eaux pluviales collectées dans un bassin sur le carreau de la carrière (bassin creusé dans la roche).</p> <p>Historiquement, un busage détourne une partie de l'eau du ruisseau <i>le Montmonta</i> pour alimenter le bassin des eaux de lavage du ballast (la lagune).</p> <p>Ce complément en eau prévu dans l'arrêté préfectoral n'est pas quantifié et n'a donc pas été déclaré dans le questionnaire.</p> <p>Le volume prélevé dans le réseau AEP et déclaré dans le questionnaire est utilisé pour les besoins sanitaires mais également, depuis 2015, pour un process industriel (ajout d'eau propre du réseau pour la brumisation des installations du secondaire).</p> <p>L'utilisation d'eau du réseau pour le process industriel n'était pas prévu par l'arrêté préfectoral et n'a pas été déclaré.</p> <p>L'exploitant doit quantifier les volumes d'eau en provenance du <i>Montmonta</i> et les volumes d'eau du réseau d'adduction d'eau potable nécessaire à son process industriel.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2013, article 33.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Recyclage des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux est prévu.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter un schéma des circulations d'eau. Les eaux de lavage des gravillons et du ballast sont recyclées dans un clarificateur. Seules les eaux de lavage des bennes ne sont actuellement pas renvoyées vers le clarificateur. Les eaux transitent par un grand bassin de décantation. Les eaux débordent pas surverse pour rejoindre l'Anzieu. Après une période d'essai, une nouvelle pompe a été commandée et sera prochainement mise en place; elle permettra de renvoyer les eaux décantées vers le bassin de récupération des eaux pluviales.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sécheresse
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des prescriptions AP Cadre Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations exceptionnelles fortement consommatrices d'eau doivent être reportées.</p> <p>Sont exemptées de toute restriction les entreprises qui répondent à l'un des critères suivants :</p> <p>1) Pour toutes les entreprises : consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000 m³/an et consommation totale inférieure à 7000 m³/an (consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000 m³/an dans le milieu + consommation sur le réseau d'alimentation en eau potable) ; une utilisation économe de l'eau est néanmoins mise en œuvre pour ces activités.</p> <p>2) Pour les ICPE uniquement : celles dont les prélèvements sont déjà réduits au minimum (b). Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisés pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, telles qu'un ordonnancement de la production. Pour les ICPE, des informations détaillées sont disponibles sur le site internet de la DREAL Auvergne Rhône Alpes et en particulier à l'adresse https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/eau-r3762.html</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné au point de contrôle précédent, l'exploitant a indiqué vouloir bénéficier du régime d'exemption "faible consommation". Il déclare au titre de l'année 2022, un prélèvement sur le réseau d'alimentation en eau potable de 4800 m³ (eau sanitaire comprise), toute l'eau nécessaire à l'exploitation étant par ailleurs prélevée dans leur réserve d'eau pluviale (avec l'apport du <i>Montmonta</i>).</p> <p>Néanmoins, depuis le mois de mars, l'exploitant a fait une étude plus approfondie notamment des consommations d'eau du réseau AEP. dont les résultats estimés sont reportés ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2020 : 6487 m³ pour le process (et 1200 m³ d'eau sanitaire) - 2021 : 5333m³ pour le process (et 1200 m³ d'eau sanitaire) - 2022 : 3716 m³ pour le process (et 1200 m³ d'eau sanitaire) <p>Concernant les eaux en provenance du <i>Montmonta</i>, l'exploitant est dans l'impossibilité d'évaluer les volumes prélevés. Il est donc impossible de se prononcer au regard du seuil des 1000 m³ prélevés dans le milieu naturel.</p> <p>En revanche, on peut supposer que le seuil des 7000 m³ prélevés (AEP et milieu) a été dépassé sur l'année 2020.</p> <p>Avec un travail plus approfondi sur les diverses utilisations d'eau sur site, l'exploitant a pu renseigner les premières pages du PSH, dans le but premier de justifier sa faible consommation.</p> <p><u>I/ Diagnostic des consommations</u></p> <p>Les informations recueillies sont reprises ci-après : Le milieu de prélèvement est connu : milieu naturel (<i>Montmonta</i>) et réseau AEP. Le volume général prélevé est évalué mais pas connu</p>

précisément (cf. point de contrôle précédent).

Le milieu de rejet est le cours d'eau *Anzieu*.

Un schéma des circuits d'eau permet de localiser les apports extérieurs et les systèmes de recyclages des eaux. La notion de prélèvement net ne peut pas être retenue, les milieux de prélèvement et de rejet étant différents.

Il n'existe pas de sous-compteurs permettant à l'exploitant de connaître précisément la répartition des flux d'eau au sein des différents postes de l'installation.

L'exploitant a toutefois pu évaluer les différents flux à partir des débits des pompes et des heures de fonctionnement pour une grande partie du circuit.

II/ Etat de l'art des économies d'eau :

Les résultats du calcul de l'eau consommée par tonne de matériaux lavés ont été présentés pour les années 2020, 2021 et 2022.

Les résultats sont respectivement de 0.4, 0.36 et 0.25 m³. Les performances du circuit de lavage attendus dans la profession sont de 0.2 m³/t lavés si le taux d'argilosité du tout-venant est inférieur à 10%, et de 0.3 m³/t lavés si le taux est supérieur à 10%.

Le résultat obtenu en 2022 est en nette amélioration; **l'exploitant doit encore justifier son taux d'argilosité.**

III/ Recensement des actions de réduction :

Le process tourne en circuit fermé, avec un rejet par débordement au milieu naturel.

Il reste néanmoins des points d'amélioration qui ont été recensés par l'exploitant :

- la mise en place d'une pompe qui renverrait les eaux du bassin de sédimentation du poste de lavage des bennes vers le bassin centrale de récupération des eaux pluviales (pompe commandée).
- le remplacement de la presse à boue qui est désormais sous-dimensionnée (bon de commande passé, mise en place fin d'année 2023).
- un projet à l'étude d'un second clarificateur qui permettrait de traiter en particulier de traiter les eaux de lavage du ballast (projet envisagé pour 2024).

Après discussion, l'exploitant n'a pas connaissance de l'apport réelle depuis le *Montmonta* et estime que cet apport pourrait être supprimé.

L'utilisation des eaux du réseau pour les installations du poste secondaire pourrait être suspendue pendant la période d'alerte renforcée, le volume de stockage d'eau de pluie étant important cette année. L'ajout d'un nouveau clarificateur permettrait de supprimer définitivement le prélèvement depuis le réseau AEP.

Non-conformité :

Les données fournies ne permettent pas de démontrer la "faible consommation" au regard des critères de l'annexe 5 de l'arrêté cadre sécheresse. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un PSH complet permettant de justifier que les prélèvements sont réduits au minimum.

Considérant toutefois que l'exploitant a mis en oeuvre des mesures structurelles visant à réduire les consommations d'eau, qu'il a pu évaluer le ratio et que ce ratio est proche des performances attendues pour la profession il n'est pas proposé à monsieur le Préfet de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).

Toutefois, il lui est demandé d'apporter soit les justifications prouvant la "faible consommation", soit de finaliser son PSH. Dans l'attente, l'exploitant est tenu de respecter l'arrêté cadre

<p>sécheresse du 18/04/2023 et donc une réduction de 50% de ses prélèvements (les données justifiant la réduction sont tenues à la disposition de l'inspection).</p> <p>Pour le PSH, celui-ci devra être complété et argumenté de la façon la plus exhaustive possible, et devra dans tous les cas contenir les éléments correspondants à des "minimums requis" tel que cela est mentionné dans la présentation disponible sur le site internet de la DREAL (https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/202303-contenu_psh.pdf)</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réduction des prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
<p>Constats :</p> <p>Selon les éléments présentés au cours de l'inspection, l'exploitant utilise au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport au prélèvement d'eau (recyclage des eaux après passage dans un clarificateur).</p> <p>Sur l'ensemble des usages, le taux de recyclage est évalué à 66.3 % en 2022.</p> <p>Dans ces conditions, il n'est pas soumis aux dispositions de l'article 2-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restrictions, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement et la consommation d'eau des ICPE.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet